

LA CPU DANS LE DENI DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE

La période pré-électorale actuelle fait de la crise que traverse l'enseignement supérieur en France, essentiellement pour des raisons de sous-financement (les dotations d'Etat pour nos établissements n'ont pas bougé depuis 2000 !), un enjeu du débat public. C'est une très grande chance ! Si l'idée de solutions miracles, importées de modèles issus d'une tout autre tradition universitaire, et pour lesquels on tire argument de classements internationaux établis, on le sait bien, sans grande méthodologie scientifique, a de réels échos, ce n'est pas pour autant la seule.

Le SNESUP, largement confirmé comme syndicat le plus représentatif chez les enseignants-chercheurs (environ 40 % des voix au CTPU de décembre dernier), entend prendre toute sa place dans les débats et la construction de propositions à mettre en œuvre sans tarder. Il a dès juin dernier -au congrès de Dunkerque-rassemblé un large éventail de recommandations tant pour les formations, la recherche universitaire, que l'organisation globale du paysage du post-bac français.

Toutes ces questions, nous devrions les débattre ensemble : universitaires et personnels d'appui, étudiants et responsables économiques, syndicalistes, présidents d'universités, directeurs d'écoles d'ingénieurs..., nous avons tous une légitimité à le faire. C'est ce que pratique le SNESUP dans ses congrès : table ronde avec le président de Paris 6 en mars 2005, table ronde avec les présidents de Lille 1, Lille 3, Valenciennes en mai 2006....

A l'occasion des journées annuelles de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) à Metz, celle-ci donnera la parole à des « experts », à des patrons et des banquiers... mais pas à ceux qui travaillent au sein des établissements et conjuguent engagement professionnel et vision syndicale ; la CPU a refusé d'inviter le SNESUP à s'exprimer ! Cette forme d'interdit disqualifie les proclamations d'intentions citoyennes auxquelles se livre actuellement la CPU. L'université doit avant tout renouer avec sa tradition de liberté. La « pensée unique » se trouve bien trop dans des Ecoles dont les employeurs eux-mêmes dénoncent le conformisme. L'université est une chance(*), ce que nous affirmons, saisissons-la ensemble !

(*) c'est le slogan récent choisi par la CPU

On peut aussi déplorer la mise à l'écart des universitaires de Metz de cette « grande messe » annuelle de la CPU.

COMMUNIQUE COMMUN FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education Après le 8 février : les personnels n'en resteront pas là

Les fédérations de l'éducation, FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education considèrent que la journée de grève et de manifestations du 8 février a constitué un succès marquant la détermination de personnels à obtenir satisfaction sur leurs revendications : la défense du service public d'éducation, le refus des suppressions de postes, les salaires et l'emploi, le retrait des mesures autoritaires imposées par le ministre (notamment projet de décret sur les obligations de service et projet de décret sur les EPEP...)

Les fédérations appellent à amplifier les actions locales. Elles invitent leurs organisations dans les départements et les académies à prendre, dans la période du 12 février au 9 mars, des initiatives communes (grèves, manifestations, rassemblements, etc.). Elles se retrouveront début mars pour envisager une nouvelle initiative nationale pour l'ensemble de l'éducation si le ministre persiste dans son refus d'entendre les revendications.

(extraits)

20 MARS : ELECTION CNESER

Le vote se fait sur place ou par correspondance (pas de procuration).

**Le vote par correspondance DOIT être demandé par courrier
auprès du chef d'établissement SANS ATTENDRE !**

Le SNESUP réclame le report de la date indicative de demande (16 février)